



Le service public local à préserver

Face à la crise : Défendre et développer les services publics !

Alors que les services publics sont des outils efficaces pour faire face à la crise, le gouvernement poursuit sa politique de casse. Le point de vue de salarié(e)s de l'Éducation, de La Poste et de l'Hôpital. p 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 860

27 novembre 2008

prix : 0,70 €



L'État réinvestit dans les Chantiers, Beghin-Say ferme à Nantes Quel avenir pour l'industrie en Loire-Atlantique ?

■ INDUSTRIE

Quelle politique de développement économique pour Nantes-Saint-Nazaire ? p 3

■ 34ÈME CONGRÈS

Les congrès locaux ont commencé. Reportage à l'assemblée de Saint-Nazaire p 3

■ L'AVENIR DU PCF

Henri Malberg s'invite dans les débats de congrès et nous livre son analyse entre expérience et espérance p 6

■ PALESTINE

De retour de Palestine, Yann Vince témoigne de la situation sur place p 7



Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante :

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique !

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

1 pour 2

C'est le nombre de journalistes par socialiste au congrès de Reims. Soit 800 journalistes pour 1600 participants. De quoi éclipser jusqu'à la rencontre du G 20 statuant sur l'économie mondiale. Une nouvelle page de gloire du journalisme français.

Hallucinogène

Contrairement à l'image barbante qu'on pourrait facilement leur accoler, les rencontres mondiales sur l'économie semblent avoir des vertus euphorisantes voir hallucinogènes. « vrai succès », « extraordinaire », « magnifique », la ministre de l'économie Lagarde ne tarit pas d'éloge sur un G 20 qui a décidé de ne rien décider et de se mettre au travail.

Mais qu'y avait il dans les macarons que la ministre a tenu à offrir à George Bush, à grand renfort de publicité ?



Retour à la réalité

Après ces moments magnifiques et extraordinaires, Christine Lagarde a du redescendre sur terre pour annoncer que la France allait connaître « des moments plus difficiles sur le front de l'emploi ».

En effet, selon des chiffres provisoires la France a détruit plus d'emplois qu'elle n'en a créés au troisième trimestre 2008, avec une perte de 10.800 postes.

Changement d'identité

Le gouvernement annonce par décret officiel la fin du fichier EDVIGE. Mais un fichier liberticide peut en cacher un autre : il s'appellera désormais EDVIRSP, c'est moins « sexy » mais tout aussi dangereux puisque seules les mentions sur la santé et l'orientation sexuelle des personnes concernées devraient disparaître.

Après la dépression... la déflation

D'après l'INSEE, les prix baissent ou stagnent depuis Septembre, indice d'une déflation. Mais pour le même institut, les prix auraient augmenté de 4,7 % en un an dans la grande distribution. Quant aux salaires, ils stagnent depuis longtemps et le chômage reste à la hausse.

Point de vue

Par Aymeric SEASSAU

C'est la crise. Le gouvernement annonce pudiquement une hausse considérable des « destructions d'emplois » prévues en 2009 tandis que le patronat de l'industrie automobile en profite pour se séparer des intérimaires et mettre ses ouvriers en chômage technique.

C'est la crise et le pouvoir de droite continue obstinément, avec cynisme, sa politique de casse. Alors que des dizaines de milliers de Français ouvrent des livrets A et des livrets d'Épargne populaire, le gouvernement veut en finir avec le service public postal. Alors que le chômage de masse s'intensifie, la droite vote la retraite à 70 ans, privant du même coup des dizaines de milliers de jeunes de l'accès au marché du travail.

C'est la crise et la social démocratie n'en finit plus de donner en spectacle ses divisions internes et ne sait plus sur quel pied danser avec un discours redevenu agressif sur le libéralisme... peu à peu que le PS ait rendu publique sa conviction que l'économie de marché constituait désormais l'horizon indépassable de l'Humanité.

C'est la crise et les forces de progrès ne sont pas prêtes à disputer le changement à une droite qui profite du désespoir qui s'installe pour accélérer les réformes.

Alors oui, il y a urgence à reconstruire une force révolutionnaire capable de changer la donne et de construire l'alternative avec tous ceux qui aspirent au changement. **Le 34^e Congrès du PCF peut être un congrès d'espoir et de reconquête.** Mais pour cela, il faut que chaque communiste s'en empare. Parmi les camarades, beaucoup ne se reconnaissent pas

dans les tribunes désormais quasi-quotidiennes de dirigeants du parti qui proposent en leurs seuls noms, qui de changer de nom, qui de rentrer dans un processus de construction où le PCF serait une force parmi d'autres, qui de créer un nouveau parti. Il faut que cela s'exprime, dans les congrès locaux et que cela se fasse entendre jusqu'au congrès national. **A l'heure où le capitalisme financier dévoile son caractère destructeur, ceux qui voudraient affadir notre combat révolutionnaire porteraient une lourde responsabilité.**

Au contraire, il y a besoin de redonner du sens à l'engagement communiste. Il y a de la fierté à être de ce mouvement émancipateur qui dispute depuis des décennies aux forces d'argent, l'avenir de l'Humanité. Interrogeons nous sur la place des révolutionnaires dans la société, sur l'état de la gauche, sur le



Donnons à voir que le Parti communiste français est déterminé à relever les défis du XXI^e siècle.

rapport de force que nous imposent la droite et le MEDEF, sur les difficultés graves que rencontre notre parti. Mais que cela conduise à réaffirmer plus que jamais notre choix du communisme et d'un parti de femmes et d'hommes libres et souverains déterminés à écrire une page nouvelle au service du monde du travail et des familles populaires. **Donnons à voir que le Parti Communiste Français est déterminé à relever les défis du XXI^e siècle.**

Quelle gauche pour demain ?

À l'heure où le Parti Socialiste – à grand renfort médiatique – s'écharpe dans une guerre de personnes, voir de personnalités, c'est toute la gauche qui se cherche. À l'issue de leur congrès, les socialistes auraient dû entériner un projet, porter une ambition par le choix d'une motion mais c'est le vide qui l'a emporté. **Et dans ce contexte de crise du capitalisme, le symbole est lourd.** Il l'est d'autant plus pour cette France qui souffre durablement, et qui plus que jamais, ressent les effets la crise, accentués par l'effort de dérégulation mené ces dernières années.

Les Français attendent une réponse politique à gauche pour faire face au gouvernement et à la crise du capitalisme. Si l'on devait énumérer, après 18 mois d'exercice du pouvoir, toutes les attaques de M.



Sarkozy à l'encontre du monde du travail, de la protection sociale, de la démocratie, la liste serait longue. **Il y a donc un enjeu, un défi à relever pour la gauche : le rassemblement autour d'un projet de rupture avec les politiques menées jusqu'à hier.** Il est plus que temps de concrétiser les attentes de la population et cela réclame de faire des choix. Nous voyons bien l'impasse dans laquelle conduisent la social-démocratie d'un côté et la critique dans l'inertie caractérisant la LCR/NPA de l'autre.

A l'aube de son 34^e Congrès, le Parti communiste peut être cette force de rassemblement, de convergence des attentes populaires pour un monde plus juste, plus redistributeur. La main est d'ores et déjà, tendue vers le nouveau parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon pour les élections européennes.

Ce n'est qu'en répondant à la crise et à la droite par une offensive claire et déterminée que nous serons en mesure de rassembler autour d'un projet. **La situation que connaît la gauche actuellement n'est pas irrémédiable, elle appelle à accompagner les luttes et les exigences populaires vers un changement radical dans lequel les communistes ont toute leur place.**

De vous à moi...

Connaissez vous le G 20 ? Pas la supérette du centre ville de Trignac non, la réunion des 20 pays les plus puissants du monde chargée de travailler à l'avenir de l'économie mondiale. C'est sûr qu'avec le congrès du PS, il ne restait pas beaucoup de journalistes pour traiter l'événement. A chacun ses choix, la dette des pays en développement ne fait pas le poids par rapport aux malheurs de Ségolène. Bon c'est vrai que les superpuissances ont accouché d'une souris, n'en déplaise à Christine Lagarde qui affirme triomphante qu'il est « magnifique » qu'ils aient pu « tomber d'accord sur la nécessité d'un plan de relance et sur la rénovation du système financier ». Tout ça pour ça ? Se réunir pour constater que l'économie mondiale est en crise, qu'il faut la relancer et changer la donne... Une conclusion à laquelle arrive chaque discussion politique des réunions de partis au bistrot du coin. Bien évidemment, il eut été plus difficile de partager le constat que l'hégémonie du dollar US (seule monnaie convertible en or depuis les accords de Bretton Wood en 1948) enchaîne l'économie mondiale à l'économie américaine qui l'entraîne dans les bas fonds de la spéculation outrancière dans un monde où la finance pèse 2 fois le PIB mondial. Peut être serait il temps, en effet de mettre sur la sellette les institutions financières internationales, quitte à réunir un G 241 si nécessaire.

AS

VITE LU VITE DIT

La culture en débat à l'Huma café

Un public nombreux a participé à l'Huma-café consacré aux questions de la Culture et de la création artistique. Aux habitués de ce rendez-vous du vendredi s'étaient joints des auditeurs intéressés par le sujet. Jack RALITE, empêché, c'est Lucien MAREST qui a débattu avec Jean BLAISE, directeur du Lieu Unique, qui d'emblée a exprimé son « admiration, depuis longtemps, pour Jack Ralite qui mène un combat noble et inlassable pour la Culture ».

Les termes du débat étant exposés par Eric PUISAIS, philosophe, Jean Blaise a exprimé le désarroi de la plupart des acteurs culturels « devant l'absence de programme culturel des partis de gauche, notamment du PS mais aussi du PCF ». Il a ensuite exposé les « formules » mises en œuvre pour « donner envie à un public qui n'y est pas habitué, de fréquenter les lieux de culture et les œuvres » : Les Allumées, puis le Lieu Unique, Estuaire, avec toujours le même souci : « provoquer l'attention » ; le L.U. estime toucher ainsi 10% de la population de l'agglomération nantaise..

L. Marest qui a animé le Collectif Culture à la direction nationale du PCF de 1972 à 2002 et a été longtemps Adjoint à la Culture à Aubervilliers, conteste l'affirmation d'une absence de politique culturelle au PCF. Il évoque l'action des municipalités à direction communiste dans les années soixante (la création du Théâtre de la Commune à Aubervilliers date de 1959) et cite un texte fondateur de 1996 (C.C. d'Argenteuil) qui conserve aujourd'hui encore toute son actualité. Il attire l'attention sur le danger réel qui pèse sur les acquis de la politique culturelle face aux tenants de la simplification « d'une offre correspondant à une demande supposée ».

Par exemple, il pose la question de l'évaluation, imposée, de la fréquentation des théâtres, qui sert de prétexte à une diminution des moyens, « alors qu'un tel argument ne vaut jamais pour les piscines » et il ajoute « la démocratisation de la Culture, c'est un combat permanent ».

Le débat avec la salle n'en a pas été moins riche puisqu'il a encore été question de la lecture publique, des arts de la rue, de l'impact économique des festivals ici et là et même de l'influence du degré de culture sur... le choix du bulletin de vote.

Quelle politique de développement économique pour Nantes/Saint-Nazaire ?

Après Trelleborg, Altadys, Airbus, deux événements de nature différente viennent de marquer l'actualité économique de notre département. Il s'agit d'une part de la recapitalisation par l'Etat des Chantiers de construction navale de Saint-Nazaire STX (ex Aker-Yards) et d'autre part l'annonce de la disparition de l'usine de production de sucre Beghin-Say à Nantes. Dans le premier cas, il s'agit plutôt d'une bonne nouvelle dans la situation que l'on connaît avec le rachat par les Coréens des chantiers nazairiens. La Fédération du PCF l'a d'ailleurs indiqué dans une déclaration publique : « c'est évidemment le poids de la crise, de futurs choix stratégiques de l'entreprise, mais aussi sûre-

ment de la lutte des salariés de la région nazairienne et des élus, au premier rang desquels les élus communistes, qui a entraîné cette position du gouvernement ».

Dans l'autre cas, la disparition de l'une des dernières activités industrielles de Nantes ne manque pas d'interroger. Ainsi, alors qu'il y a 5 ans, la raffinerie « bleue » nantaise affichait sa volonté de développement sur la base d'une perspective de déblocage des quotas de production européens, aujourd'hui, c'est au nom précisément de ces quotas qu'est annoncée la disparition du site nantais avec la clé plus de 170 emplois menacés de délocalisation. Pour les élus communistes de l'agglomération nantaise qui ont rendu

publique leur position, « l'Etat doit prendre toutes les responsabilités qui sont les siennes dans ce dossier... » soulignant que « notre économie locale ne peut re-



ser uniquement sur l'activité tertiaire » et dénonçant enfin « la réforme du règlement sucre adoptée en 2006, visant à supprimer l'aide à la raffinerie et à réduire les quotas de production... ».

De fait, ce à quoi nous assistons relève bien d'une logique économique qui est loin de faire le compte quant aux besoins de développement de l'activité industrielle dans notre région et particulièrement dans le bassin d'emplois de Nantes/Saint-Nazaire. Une véritable politique industrielle dans notre région et dans la métropole implique d'autres choix au niveau européen d'une part, au niveau de l'Etat d'autre part. Au niveau européen, ce dont il est question c'est bien de la nécessaire reorientation d'une politique aujourd'hui toute

orientée vers la désindustrialisation du tissu économique français. Au niveau de notre pays, ce dont nous souffrons c'est bien d'une volonté politique au service du développement économique et de l'emploi créant les conditions de la pérennité des outils de production et du déploiement d'activités industrielles au service de l'emploi.

A gauche, seuls les communistes s'inscrivent dans une perspective rompant avec les renoncements des gouvernements successifs, prenant appui sur le besoin de développement de l'emploi industriel, base d'une véritable politique économique de croissance, seule garante d'une visée progressiste répondant aux attentes populaires.



Nouvelle mobilisation pour la Poste



Près de 500 manifestants à Saint-Nazaire, plus d'un millier à Nantes, malgré la pluie soit une mobilisation plutôt réussie en Loire-Atlantique. La pluie n'aura donc pas empêché les salariés, usagers de la Poste et forces politiques de gauche de témoigner de leur détermination à conserver le service public postal à l'abri de la spéculation boursière et des désastres tels que la grave crise économique et sociale qui déferle actuellement sur la planète.

Une nouvelle étape dans la mobilisation toujours caractérisée par l'unité puisqu'aux côtés de l'intersyndicale (CGT, Sud, CFTD, CFTC), c'est l'ensemble des forces politiques de gauche et de très nombreuses associations qui avaient organisé la manifestation. Dans les défilés nantais et nazairiens, les communistes et leurs élu(e)s étaient nombreux à participer après avoir contribué à la campagne de communication et de signatures de pétition. Le gouvernement doit trancher en décembre et si la décision ne va pas dans le bon sens, la mobilisation devrait s'intensifier.

L'écho du congrès...

La section de Saint-Nazaire en congrès local

« Une utopie datée et dépassée le communisme ? Allons donc ! » s'est exclamé Yvon RENEVOT, dans une introduction qu'il a voulu nazairienne et « critique pour mieux construire l'avenir ». Deux semaines après « l'onde de choc qu'a constitué l'élection d'Obama aux Etats-Unis » (Maurice), les militants qui avaient dans les oreilles « le matraque médiatique assourdissant » du duel Aubry/Royal pour le leadership du PS, ont décidé de travailler autour « d'un communisme du 21ème siècle capable de faire renaître l'espoir en politique ».

« Avec la chute du mur, on a changé d'époque convient Joël, doit on pour autant tirer un trait sur toute notre histoire ? » « La crise et la mondialisation capitalistes, nous renforcent dans nos convictions » affirment Marcel et plusieurs autres qui reprochent à la base commune d'être « un texte décalé et trop mou face aux exigences du moment » (Catherine). Beaucoup souhaitent « qu'on arrête de tourner autour des mots et

qu'on appelle un chat, un chat ». Ils réécritent l'introduction de la base commune pour la rendre « positive » et « offensive ». La « rupture » avec le capitalisme fera aussi l'objet d'un amendement (« si le capitalisme va plus vite que nous, jamais on le dépassera ! » s'exclamera Yvette)... le marxisme, la construction d'une société socialiste démocratique, seront au cœur des discussions... Un long moment, le

« Qu'on sorte de la cacophonie et qu'on arrête de tourner autour des mots ! »

débat se focalisera sur « la gestion » et les augmentations de loyers acceptées par les élus communistes nazairiens. « Une position intenable alors que le pouvoir d'achat baisse et que la crise s'installe » (Bernard). « Dans les villes à direction communiste on vote aussi des augmentations de loyers » (Michel). « Je suis prêt à passer du temps pour que nous organisions des Etats Généraux du logement dans notre ville » (Christian). Pour les communistes nazairiens le référendum de 2005,

le rôle décisif joué par l'Humanité et le parti ne doit pas rester une parenthèse stratégique « Nous avons été ouverts, rassembleurs et identitaires » cela a permis la victoire du non de gauche, cela doit permettre de construire de futurs rassemblements majoritaires. Le front progressiste européen qui se dessine pour les prochaines élections, qui se construit « à partir d'un contenu partagé » (Yvon) doit avoir jusqu'au bout cet objectif. De la clarté et de la fermeté, l'assemblée en exige de la future direction nationale qui sera élue au congrès. « Sortir

de la cacophonie » (Christian), « un véritable collectif dirigeant » (Maurice), « qui aide, qui anime, qui met en œuvre » (Joël). A l'unanimité moins trois abstentions, les communistes nazairiens demandent que Marie George BUFFET soit confirmée dans ses fonctions et qu'elle soit entourée, cette fois, d'une véritable équipe de direction. Un comité local de 23 membres a été élu et, le responsable local, Yvon Renevot, confirmé dans ses responsabilités pour un deuxième mandat.

Le dossier.

Face à la crise

Défendre et développer les services publics

Permettant l'accès de tous à de nombreux droits sociaux hors du marché, les services publics sont les cibles privilégiées de ceux qui voient le libéralisme comme l'alpha et l'oméga de des politiques économiques et sociales. Plébiscités par la population dans l'ensemble des enquêtes d'opinions, ils seraient pour les libéraux, porteurs de

tous les conservatismes et de tous les retards de notre pays. Des prétextes qui servent depuis le début des années 80 à les « réorganiser » et à des coupes budgétaires qui les mettent parfois aujourd'hui en situation de ne plus répondre correctement à leurs missions. Comme avec l'hôpital public qui ne peut plus

répondre aux besoins de santé de l'ensemble des Français, faute d'argent nécessaire et de formation du personnel nécessaire.

Mais ces attaques ne restent pas sans riposte de la part des personnels, des élus de gauche ou des usagers. Des mobilisations qui font parfois reculer le gou-

vernement comme sur la privatisation de la Poste.

Les communistes proposent aujourd'hui d'aller plus loin, avec la défense des services publics existants et la conquête de nouveaux, ainsi que la démocratisation de leur gestion. Tour d'horizon des mobilisations et des propositions.

Les communistes proposent notamment :

- d'engager un vaste plan de reconquête et de modernisation des services publics
- de promouvoir le service public postal, conforter sa présence sur tout le territoire ;
- d'engager la réappropriation publique de l'eau, du traitement des déchets, des télécommunications ;
- de renationaliser EDF-GDF ;
- de créer un pôle public du financement et du crédit.
- de promouvoir la notion de biens publics et de droits associés à ces biens
- de démocratiser les services publics et les exclure de l'Accord Général sur les Commerces et les Services

■ Déterminés, nous pouvons les faire trébucher.

Emmanuelle Bizeul, professeur et adjointe au maire de Saint-Nazaire

Le service minimum d'accueil (SMA) à l'école constitue une attaque frontale contre le droit de grève. Je me félicite que Saint-Nazaire - la commune où je suis élue et Trignac - la commune où j'exerce mon métier - soient les deux communes de Loire-Atlantique qui ont eu



le courage de se mettre hors la loi. Mais ne soyons pas dupes ! Avec la polémique savamment entretenue sur le SMA, Nicolas Sarkozy a tenté de faire oublier les régressions considérables engagées par le gouvernement et le ministre Darcos contre l'école de la République. Concernant l'école maternelle, Xavier Darcos a présenté très clairement sa vision lors d'une

intervention au Sénat, le 3 juillet dernier : « Est-ce qu'il est vraiment logique (...) que nous fassions passer des concours

Le ministre entretient ainsi volontairement la confusion entre la notion d'accueil et les missions d'éducation et de scolarisation.

à bac plus cinq à des personnes dont la fonction va être essentiellement de faire faire des siestes à des enfants ou de leur changer les couches ? ». Le ministre entretient ainsi volontairement la confusion entre la notion d'accueil et les missions d'éducation et de scolarisation. Il faut s'y opposer énergiquement : l'école maternelle n'est pas une garderie !!!

Pour la première fois, un ministre de l'éducation nationale annonce 6 000 suppressions de postes à l'école élémentaire alors qu'elle accueillera 20 000 élèves de plus à la rentrée prochaine. Les postes récupérés grâce à la disparition des IUFM ne lui suffisent pas ! Si elle est entérinée, la disparition de 3 000 postes dans le cadre des Réseaux d'Aides Spécialisées (RASSED) creusera encore les inégalités... Ne nous laissons pas faire. Résistons, nous pouvons marquer des points : la réforme de la Dotation de Solidarité Urbaine ne sera pas appliquée en 2009. Christine Boutin, dont le projet de loi sur le logement creusera les inégalités sociales et territoriales, a dû reculer sur la modification de la loi SRU... Solidaires et déterminés, nous pouvons les faire trébucher.

■ La Poste reconnue d'intérêt public

Laurent Lubert, Syndicaliste La Poste

Avec l'annonce du changement de statut de La Poste en S.A. au 1er janvier 2010, et l'ouverture de son capital au 1er trimestre 2011 à hauteur de 20 %, pas de doute, il s'agit d'une privatisation programmée. Nous sommes bien au cœur d'enjeux politiques et confrontés à un choix de société.

Profondément attachés aux services publics, les Français désapprouvent l'acharnement du gouvernement à vouloir remettre en cause l'avenir du service public postal dans notre pays.

Chacun sait combien La Poste joue un rôle essentiel dans la cohésion sociale de notre pays :

- Par son réseau de bureaux de Poste qui permet un accès égalitaire aux services postaux sur l'ensemble du territoire et contribue ainsi activement à l'aménagement du territoire ;

- Par son réseau d'acheminement et de distribution du courrier et des colis, le rôle social au quotidien du facteur est apprécié par l'ensemble de la population. Le maintien du monopole du courrier aujourd'hui menacé est le meilleur garant de la péréquation tarifaire.

- Enfin ses services financiers, avec entre autre la gestion du livret A qui permet à l'ensemble de la population et notamment des plus démunis d'avoir accès à un compte bancaire garanti et sécurisé, à l'abri des spéculations financières, assurant le financement des logements sociaux.

Les Français font confiance au service public postal, preuve en est : en temps normal, le centre financier de Nantes réalise 30 000 ouvertures de compte livret A par mois, depuis



le début de la crise financière il en est rendu à 30 000 par semaine.

Le droit à la communication est un droit

fondamental qui doit être garanti à chaque citoyen, au même titre que le droit à l'eau, à l'énergie, au logement, à la santé, à l'éducation, aux transports.

Nous sommes bien au cœur d'enjeux politiques et confrontés à un choix de société.

■ L'Hôpital public, c'est nous !!

Bruno Cassard, Syndicaliste à l'hôpital

Défendons l'Hôpital public de proximité !



Grâce à notre sécurité sociale solidaire, le pays a pu se doter d'un réseau d'hôpitaux au plus proche de la population, procurant à tous un accès aux soins de qualité et de proximité, reconnu et envié mondialement. Depuis 1990, les gouvernements

n'ont cessé de réformer l'hôpital public. Cela s'est traduit par la fermeture de services de proximité (maternité, chirurgie, urgences...) et de 100 000 lits en moins depuis 1992. Les conditions de travail des hospitaliers n'ont cessé de se dégrader et avec elles, la qualité des soins. Comme à La Poste, les files d'attente grandissent dans les urgences, la patience est de rigueur pour les consultations (sauf privées).

Avec le gouvernement Sarkozy, la réforme s'accélère brutalement, l'hôpital doit être rentable, quel qu'en soit le prix pour son personnel et les usagers.

Les chaînes lois P L F S S (Projet de

C'est la remise en cause de l'égalité d'accès aux soins

Loi de Financement de la Sécurité Sociale) et HPST (loi Hôpital, Patient, Santé, Territoire) vont entraîner des restructurations importantes : nouvelles fermetures d'hôpitaux ou services de proximité (Ancenis, Châteaubriant, ..), apparition de déserts sanitaires où la population n'aura que le choix du secteur libéral et des dépassements d'honoraires. C'est la remise en cause de l'égalité d'accès aux soins pour toutes et tous, partout.

Sur fond de crise financière, ces deux projets de loi viennent en continuité des mesures précédentes (franchises, déremboursement...). C'est une restructuration en profondeur de notre système de santé, fondée sur la privatisation et la concentration des pouvoirs. Ces lois visent à transférer de nouvelles charges sur les assurés sociaux et à assurer la part belle au secteur privé, qui pourra accroître son entrisme dans le service public hospitalier.

Seule la mobilisation commune de la population, des professionnels avec leurs organisations syndicales, des associations et partis politiques, pourra faire reculer ce projet de casse de l'hôpital public. Le Parti Communiste en sera.

Evènements, culture, idées.

Au-delà du « moment Sarkozy » : Quel avenir dans l'« après démocratie » ?

Tout à la fois politologue, historien, économiste et sociologue, Emmanuel Todd poursuit depuis des décennies une œuvre qui cherche à décrypter, non sans pertinence, les événements du quotidien à travers les tendances du temps long de la démographie et de l'anthropologie contemporaines. Il part ici d'un constat à propos du « moment Sarkozy » actuel. N. Sarkozy peut, selon lui, servir de guide, involontaire, dans l'examen du mal qui ronge notre pays. Cinq de ses caractéristiques permettent d'aborder les problèmes de fond de la société française : incohérence de la pensée, médiocrité intellectuelle, agressivité, fascination de l'argent, instabilité affective. Chacune renvoyant respectivement au vide idéologique et religieux dans notre pays : à la stagnation éducative facteur de crise de la démocratie ; à l'exclusion des non-citoyens ; à l'incapacité des élites à affronter les questions du libre-échange, de l'appauvrissement et de la montée des inégalités ; à l'évolution des valeurs familiales.

L'auteur le souligne d'entrée : « **Nous abordons ici une problématique plus vaste : celle de la décomposition politique. S.Royal et N.Sarkozy ne sont pas concevables séparément : ils constituent un tandem. Aux yeux de**

blème n'est pas Sarkozy, mais un ébranlement général de la démocratie. Alors que dans un premier temps l'alphabétisation de masse, par la généralisation de l'instruction primaire, avait homogénéisé la société, la poussée culturelle des l'après-guerre puis son blocage vers 1995, ont séparé les éduqués supérieurs du gros de la population, créant une structure stratifiée au sein de laquelle les couches superposées ne communiquent plus. L'implosion des idéologies religieuses et politiques a achevé de fragmenter la société : chaque métier, chaque

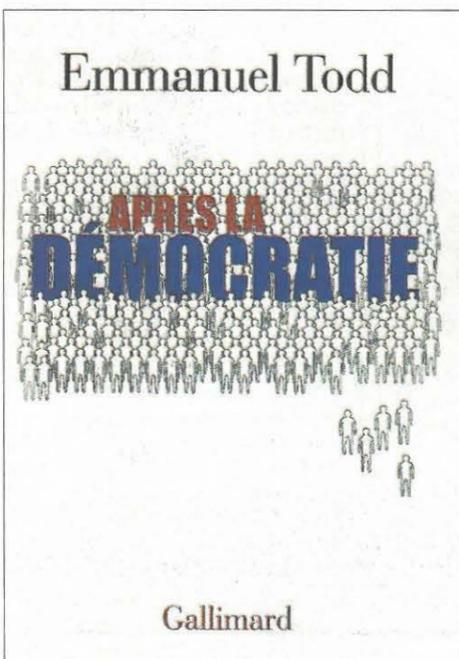
ville, chaque individu tend à être une bulle isolée, confiné dans ses problèmes, ses plaisirs et ses souffrances. L'establishment politico-médiatique n'est qu'un groupe autiste parmi d'autres, simplement plus visible. La crise de la société française – et des sociétés occidentales en général – conduit l'auteur à se poser une question de fond : faut-il aller, parmi plusieurs hypothèses, jusqu'à envisager la disparition du système démocratique ? Et, par voie de conséquence, quel système serait alors sus-

ceptible de le remplacer ?

Cet ouvrage combine avec brio l'analyse instantanée et l'étude des processus de longue durée pour envisager la situation de la politique et de l'économie et l'évolution des structures familiales. De ce travail d'investigation, surprenant à chaque page, se dégagent, entre autres thèmes, le caractère fondamentalement religieux de la crise actuelle (le religieux étant considéré comme structurant la société), le pessimisme culturel ambiant (conséquence de la stagnation éducative), la réapparition d'une stratification de la société (l'ascenseur social cher à la démocratie faisant place à l'instauration d'une nouvelle oligarchie), l'impact du libre-échange provoqué par la mondialisation, la possibilité d'une réémergence de la lutte des classes (conséquence de la disparition des classes moyennes)...

Dans cet ouvrage qui se soucie bien peu de faire grincer des dents, ne ménageant personne dans aucun camp, E. Todd se distingue une nouvelle fois dans son rôle d'intellectuel critique, en observateur qui ironise volontiers, tout en se passionnant et en nous passionnant pour ce sujet essentiel : où va notre société ? A lire, toute affaire cessante.

E. Todd, *Après la démocratie*, Gallimard, nov.2008, 260 p., 18 €.



l'historien et du sociologue, ils ne sont que les symptômes complémentaires d'une situation globale de vide idéologique et d'une montée en puissance des forces négatives, antidémocratiques, dont l'analyse fait l'objet de ce livre ».

Dès lors, il s'efforce de replacer ce « moment Sarkozy » dans une perspective sociologique et historique longue. Des forces aussi lourdes qu'impersonnelles sont à l'œuvre et l'accident apparent prend tout son sens : le véritable pro-

LIRE

Un avenir pour le Parti communiste

Ce livre d'Henri Malberg — « *Parce que le Parti communiste a un avenir* » — est un engagement clair, déterminé dans la préparation du Congrès des communistes.

« *Aujourd'hui, plus que jamais, j'ai confiance en la force des idées communistes, au formidable potentiel des militants. Et pourtant j'ai peur. J'ai peur d'un nouveau Congrès d'hésitation. J'ai peur d'un nouveau Congrès qui ne serait pas à la hauteur du potentiel de la nouvelle période historique. J'ai peur qu'une nouvelle fois se manifeste un décalage énorme entre d'une part une base militante qui aspire à la clarté, au combat, à l'action et une nouvelle direction nationale de compromis sans avenir.*

Pour la première fois dans ma vie de militant, j'ai la conscience aiguë que sans l'intervention des militantes et des militants pour une ligne politique claire, communiste et unitaire, avec une direction nationale décidée à la mettre en œuvre, ce Congrès pourrait être le dernier.

Soyons lucide : malheureusement, une partie de la direction nationale du PCF, favorable à la création d'une nouvelle force politique, fait le pari de l'échec, de l'immobilisme pour tenter dans deux ans de récupérer la mise.

Soyons lucide : le choix exprimé ultramajoritairement par les communistes lors des réunions de section et dans leur vote peut être dans les faits remis en cause par de « petits arrangements entre amis ».

Soyons lucide : c'est maintenant, c'est aujourd'hui que nous devons faire entrer le communisme dans le 21^e siècle, arrêter de radoter notre impuissance et nos erreurs pour nous tourner vers le futur.

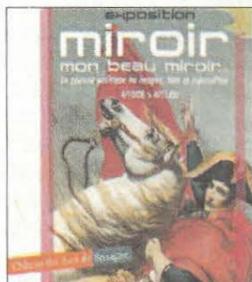
Je ne veux pas d'une pensée communiste qui se laisse aller à la facilité de la répétition, de l'archaïsme et du dogme (...)

Alors, il est grand temps que les communistes réveillent leurs capacités créatives, leur esprit de combat et d'imagination, en un mot, le parti communiste a besoin d'une révolution ».

H. Malberg, « *Parce que le Parti communiste a un avenir* », Ed. Le Temps des Cerises, nov.2008, 168 p., XX ? . Téléchargeable sur : www.hmalberg.typepad.fr



VOIR...



Les images du pouvoir politique

Jusqu'au 4 janvier 2009, le musée du Château de Nantes présente une exposition intitulée « Miroir, mon beau miroir... le pouvoir politique en

images hier et aujourd'hui ». Elle propose un parcours de plusieurs siècles décryptant la manière dont le pouvoir politique se met en scène et se construit une image officielle : du costume de sacre aux portraits des présidents de la République, en passant par le buste de Marianne, ou la caricature. L'exposition rassemble des peintures, gravures, objets, photographies, affiches. Château de Nantes : 10h à 18h. Sauf mardi. Musée ou exposition : 5 €. Musée + exposition : 8 €. Tarif réduit : jeunes de 18 à 26 ans.

MÉDIAS

Le Sénat planche sur les nouveaux médias

Internet, le téléphone portable, les jeux vidéo ont profondément modifié les comportements des jeunes, très gros utilisateurs de ces médias. Sous le titre : « Les nouveaux médias : des jeunes libérés ou abandonnés ? » une commission sénatoriale s'est penchée sur le phénomène. Premier constat, la révolution numérique est en marche et les

jeunes en sont le fer de lance.

Un jeune sur trois a un blog, plus d'un sur deux se sert régulièrement d'une messagerie instantanée, 70 % jouent sur l'ordinateur et plus de 90 % d'entre eux naviguent sur Internet et sont propriétaires d'un téléphone mobile. Ces nouveaux médias semblent avoir été inventés pour la jeune génération.

Deuxième constat, les nouveaux médias sont une chance pour la jeunesse. Outils de socialisation, catalyseurs de compétences, diffuseurs de culture,

source de créativité, support pédagogique efficace, Pourtant, troisième constat, ces bienfaits s'accompagnent de risques, sou-



vent surestimés, parfois réels. L'intimité est souvent mise en péril, les risques sur la santé ne peuvent être totalement ignorés, l'éclatement médiatique est patent et laisse planer la menace de la désin-

formation, et enfin la violence des images véhiculée a un impact sur les comportements. Outre des propositions visant à faire évoluer les pratiques scolaires, le rapport d'information affirme que c'est l'ensemble de la société, famille, institutions et médias qui doit accompagner les pratiques des plus jeunes.

Comment renforcer la maîtrise des contenus ? Qui sera responsable de l'éducation aux médias ? Faut-il en faire une matière obligatoire à l'école ? Quel doit être le rôle des médias eux-mêmes ? Autant de questions auxquelles ce rapport d'information essaie d'apporter des réponses.

près de vous

Vertou

Rénover c'est bien, agrandir c'est mieux

La Poste de Vertou-centre est en travaux pour rénovation. « C'est une bonne chose, reconnaît Michel GOUTY, mais il n'y aura toujours que deux guichets, pour une population en régulière augmentation. Je regrette vivement que la direction de la Poste n'ait pas profité de cette rénovation pour ouvrir deux guichets supplémentaires afin de mieux répondre aux besoins des usagers et réduire les files d'attente ». Le Conseiller municipal communiste souligne, d'autre part, que l'amélioration des conditions de travail et d'accueil se pose aussi pour le Bureau de Poste du quartier de Beautour pour lequel il préconise l'ouverture d'un deuxième guichet les jours d'affluence.

Chantiers navals

Le prix de l'action multiplié par 5 en 2 ans

Si Roger DAVID, a enregistré avec « satisfaction » la décision du gouvernement d'acquiescer 33,34 % du capital de la navale « une minorité de blocage intéressante pour empêcher les mauvaises décisions (à condition de le vouloir) », il a noté « qu'une plus value substantielle a été réalisée au cours des différentes transactions qui se sont succédées ces deux dernières années » puisqu'Alstom a été bradé à Aker Yards pour 50 millions d'euros tandis que la prise de participations de l'Etat dans S.T.X a coûté 110 millions.

Trignac

Les élus au collège

A la demande des professeurs d'histoire et d'instruction civique, les délégués de classe, nouvellement élus, du collège Julien LAMBOT ont rencontré le Maire et le Conseiller général. Ils ont interrogé Sabine MAHE et Roger DAVID. Le collège étant la propriété du département, le Conseiller général a dû répondre à de multiples questions allant de la rénovation du chauffage à l'installation des tableaux interactifs. Après avoir dialogué sur les aménagements du quartier, le Maire a remarqué : « Dans le programme municipal nous avons précisé qu'il faudrait organiser et faire élire un conseil des jeunes, je vois qu'il y a matière ! »

Education nationale

« Flicage » ministériel

Emmanuelle BIZEUL, Conseillère municipale de Saint Nazaire, s'est dite particulièrement choquée par l'appel d'offres que le ministre de l'éducation nationale vient de lancer « pour assurer une « veille » des opinions émises à propos de l'éducation sur les différents médias ». Coût de l'opération : 220 000 euros par an. Le ministre paraît « particulièrement désireux d'identifier les « leaders d'opinion ». Entendez les fonctionnaires, de plus en plus nombreux, qui osent contester sa politique de casse du service public d'éducation. »

L'invité

■ Palestine : Faire savoir

Depuis le perron de la mairie d'Abu Dis, ville palestinienne de la banlieue Est de Jérusalem, la vue se heurte immédiatement à un mur de 11 mètres de hauteur. L'Etat israélien a voulu enserrer, derrière ce barrage infranchissable, une cité de 15 000 habitants autrefois située à 3 km à vol d'oiseau de la ville-centre, la privant ainsi de l'accès à tous les services publics. Seule l'université palestinienne d'Al Quds (Jérusalem en arabe) subsiste à Abu Dis avec ses 10 000 étudiants. De l'autre côté du mur, de vastes terres arides, inemployées, disponibles pour de futures implantations de nouvelles colonies juives. La plus proche de ces colonies, Maal Adumim, compte déjà 80 000 habitants. Dans les quartiers arabes de Jérusalem Est, l'Etat hébreu poursuit les destructions de maisons appartenant aux palestiniens jetant à la rue les familles. Telles sont les premières impressions que je retiens de ce second séjour en Palestine aux fins de concrétiser la charte d'amitié liant la ville de Rezé à Abu Dis. La première attente qu'exprime à notre égard Ahmed Qoreï, ancien premier ministre et négociateur à la conférence d'Annapolis, c'est de contribuer à éveiller la conscience internationale, de « faire savoir ». « La plupart des projets de développement pour Abu Dis sont étroitement liés au règlement politique de la question palestinienne, en particulier du devenir de Jérusalem » nous précise le Consul général de France représentant notre pays en Palestine. C'est en particulier le cas du projet de traitement des eaux usées, irréalisable aujourd'hui. De son côté Israël étend à Abu Dis une décharge à ciel ouvert, projetée de sédentariser 25 000 bédouins, les privant de leur unique source de revenu, leurs troupeaux et coupe à leur base des centaines d'oliviers. L'un des rares éléments d'espoir pour le peuple palestinien réside dans la coopération d'une soixantaine de collectivités françaises, parmi lesquelles Rezé. Ce séjour me donna enfin l'occasion d'intervenir auprès du Consul général de France pour soutenir la cause de Salah Hamouri, jeune franco-palestinien condamné à 7 ans de prison par un tribunal israélien.



Yann Vince
Maire adjoint à Rezé
et Ahmed Quoreï

L'activité

■ Tram train

Le Nantes Clisson sur de bons rails

L'information avait été donnée par le président de la Région cet été, elle est désormais confirmée : dès 2010, en plus des TER, des TGV et des trains corail, des trams-trains circuleront sur les 26 km de voies qui séparent Nantes et Clisson. « Avec 131 000 voyageurs transportés, Clisson est la première gare TER de Loire Atlantique » remarque Gilles BONTEMPS. « Quelques travaux restent à réaliser notamment pour abaisser la hauteur des quais mais l'essentiel a été fait avec l'électrification de la voie jusqu'aux Sables d'Olonne ». Sept rames, nouvelle génération, de 250 places chacune, fabriquées chez Alstom, ont été achetées par la Région. Elles étaient initialement prévues pour la ligne Nantes-Châteaubriant dont la réalisation a pris un an de retard. C'est donc le sud Loire qui en bénéficiera. « Une facture de 48 millions d'euros » précise le vice Président du Conseil régional. « Les voyageurs pourront bénéficier de sièges confortables, de toilettes, d'espaces appropriés pour les bagages et les vélos. Très maniable et très performant, le tram-train desservira toutes les gares sans exception ce qui, pour des raisons d'accélération et de freinage, n'était pas possible avec les TER. »

■ Conférence Métropolitaine

Quels moyens, quels choix, quel engagement citoyen pour nos territoires ?

A l'occasion de la Conférence Métropolitaine qui s'est tenue à Nantes, Hubert DELAHAIE président du groupe à la CARENE et Yann VINCE président du groupe de Nantes Métropole ont donné une conférence de presse. « Quels moyens, quels choix pour nos territoires pour résister à la crise et répondre en termes d'emplois, de logements, de services publics, d'aménagement et de qualité de vie des habitants ? » ont-ils demandé rappelant que l'industrie « pèse lourd sur notre territoire en termes de créations d'emplois et de richesses ». Pour la défendre et la développer, ils ont demandé « une mobilisation de chacune des collectivités territoriales à tous les niveaux... Comme nous avons su le faire avec Techno Campus à Bouguenais ou avec le travail en commun des acteurs politiques et sociaux de notre territoire autour des 6000 compétences pour l'estuaire... » Sans oublier d'aller chercher, quand nécessaire, tous ensemble, « un engagement national voire... un engagement européen ». A l'heure où le capitalisme est en crise et alors que le pays entre en récession, ils ont jugé que la priorité était à l'investissement public pour permettre « un développement maîtrisé équilibré et durable de l'estuaire de la Loire ». Rien ne serait pire selon eux, « alors et que les besoins sont pressants et urgents que de demander aux collectivités territoriales de réduire la voilure ». Et, puisque la conférence métropolitaine pose la question « des gouvernances », les élu-e-s communistes et républicains réaffirment « qu'il ne peut y avoir de construction et de projets qui tiennent s'ils ne sont pas partagés et construits au plus près des citoyens. C'est pourquoi, un de leurs principaux objectifs sera de « faire, demain, des conférences métropolitaines des rendez-vous réellement populaires où les citoyens ont réellement leur mot à dire ».

■ Saint Herblain

Est-ce le moment de vendre les logements sociaux ?

Le Conseil municipal de Saint-Herblain a donné à la Nantaise d'Habitation et à Atlantique Habitations l'autorisation de vendre 169 logements sociaux. « S'il s'agissait uniquement de permettre à certains de nos



concitoyens à revenus modestes d'accéder à la propriété, nous pourrions, avec certaines garanties pour eux, voter des deux mains » a remarqué Serge PLISSONEAU. « Dans un environnement économique et social comme celui que nous connaissons », il ne faut cependant pas « créer de faux espoirs ». Rappelant que selon la Fondation Abbé Pierre 8 753 000 personnes sont « non logées ou habitent en logements dégradés » et, même si Saint-Herblain n'a pas « à rougir » du nombre de ses logements sociaux (près de 27 %), il a rappelé que 6056 demandes ont été enregistrées en 2007 et que 514 logements seulement ont pu être attribués. Dans ces conditions, est-ce le bon moment pour céder aux sollicitations de la ministre du logement qui impose aux offices HLM, « sous peine de voir diminuer les subventions, la vente de 43 000 logements sociaux par an » ? D'autant que le projet de loi de finance 2009 prévoit une diminution de 7 % du budget logement. Dans ces conditions, les élu-e-s communistes et républicains se sont abstenus sur cette délibération.

Joyeuses Fêtes !!

Vous avez été nombreux à acheter votre vin à la Fédération, ces dernières années. Cette année encore, nous vous proposons d'excellents vins à des prix raisonnables. Ces vins vieillissent dans nos caves.

Dégustation et vente le vendredi 19 décembre de 9h30 à 12h
au siège de la Fédération, 41 rue des Olivettes à Nantes.

Pour ceux qui souhaitent recevoir leurs vins à la section de Saint-Nazaire, il est nécessaire de **passer commande avant le 16 décembre**.

Pour les huîtres, les commandes seront à prendre à la Fédération, les **23/12 ou 30/12 entre 10h00 et 12h00** (à préciser sur la commande)

En achetant votre vin et vos huîtres, vous participez au financement du PCF.



Notre Carte des Vins 2008

Vins	Millésime	Prix unitaire	Quantité	Prix à régler
Vins blancs secs				
Muscadet Sèvre et Maine				
Domaine de Guérande	2007	3,30		
Gros Plant				
Domaine de Guérande	2007	2,60		
Sancerre				
Sancerre	2006	8,10		
Sancerre	2007	8,30		
Bordeaux				
Côtes de Blaye				
Les Graves de David	2006	5,20		
Côtes de Castillon				
Château Grimon	2002	6,70		
Côtes de Grave				
Château Cabanneux	2000	8,80		
Château Cabanneux	2001	8,50		
Château La Motte Despujols	1995	11,00		
Château Bois Martin (Pessac-Léognan)	1999	12,50		
Médoc				
Château Livran				
Cru bourgeois	2000	9,80		
Saint-Estèphe				
Château Ladouys	2001	16,00		
Margaux				
Château Zede	2002	16,00		
Château La Tour du Mons	2006	16,50		
Listrac				
Château La Fleur Bayron	2002	8,20		
Saint-Emilion				
Château La Gomerie				
Tour du Roy	2003	11,20		
Château Guillemain				
La Gaffelière	2001	16,30		
Château Guillemain				
La Gaffelière	2002	16,00		
Pommerol				
Château Plincette	2002	19,00		
Bordeaux blancs				
Loupiac				
Château Loupiac Gaudiet	2000	11,00		
Château Loupiac Gaudiet	2002	10,80		
Sauternes				
Château Filhot	2002	24,00		
Anjou rouge				
Saumur Champigny				
Le Prieuré d'Aunis	2007	10,00		
Bourgognes rouges				
Givry				
Clos de la Brulée	2002	12,00		
Aloxe Corton	2005	18,50		
Volnay	2005	17,00		
Pernand Vergelen	2005	15,50		
Bourgognes blancs				
Pernand Vergelen	2005	15,50		
Champagnes				
Fontaine		13,00		
Henri Giraud Tradition Brut	bout.	12,00		
Henri Giraud Tradition Brut		19,00		
Henri Giraud Cuvée Réserve		22,00		
Les Huîtres				
Huîtres n°4				
	Les 50	15,00		
	Les 100	28,00		
Huîtres n°3				
	Les 50	17,00		
	Les 100	32,00		
TOTAL DE LA COMMANDE				

NOM..... PRENOM

ADRESSE.....

A renvoyer à PCF44 - 41 rue des Olivettes - 44000 NANTES

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU

Commission paritaire : N° 0310 I 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Aymeric SEASSAU

NLA 41 rue des Olivettes — 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 — Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Yannick CHENEAU

Michel DEJEU

Pedro MAÏA

Jean-Yves MARTIN

Yann VINCE



Par Ulysse Humbert

360 milliards pour les banques... Et combien pour notre Education ? !

Depuis des années, on nous dit qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses de l'Etat. Pas d'argent pour financer les services publics, pour la Sécurité sociale, pour les retraites ou encore pour l'éducation avec la suppression de dizaines de milliers de postes de professeurs.

Mais quand les banques et les spéculateurs ont des problèmes, le gouvernement et la droite débloquent en deux semaines 360 milliards d'euros !!

L'argent est bel et bien là, sauf que les capitalistes l'utilisent pour subvenir à leurs intérêts et pas à ceux de la population !

Pour l'éducation c'est tout le système qui est en train d'être détruit, avec la réforme des primaires, du secondaire, la LRU pour les facs et la suppression de 900 postes pour l'enseignement supérieur.

C'est toute l'éducation qui est en danger et c'est toute la population qui va être touchée !

Le 19 octobre, 80 000 manifestants sont descendus dans les rues de toute la France pour manifester contre le projet de la droite sur l'éducation.

Le 20 novembre plus de 50 % des enseignants étaient en grève

Darcos veut nous imposer pour cette année encore 13 500 suppressions de postes et une réforme des lycées.

Cette année, on nous a enlevé 11 000 postes de professeurs, Pour la rentrée 2009 : ça sera 13 500 suppressions de postes en plus et d'ici 2012 : 80 000 !!

Nous refusons le choix de donner aux banques et de délaissier l'éducation !

En plus de ça Darcos prévoit une réforme qui pourra avoir des conséquences dramatiques sur l'éducation. Nous ne sommes pas contre une réforme de l'éducation mais cette réforme, si elle suit les conseils du rapport Pochard, vise à une autonomie des lycées, suppression des filières, suppression de la carte scolaire, mise en place d'un socle minimum de connaissances...

■ « L'Huma-café »

« L'Huma-café du 5 Décembre : « Crise, Récession, Finances et Bourses en folie, Refonder le capitalisme,... et la VIE dans tout ça ? », prévu avec Pierre Ivorra et Clotilde Mathieu, indisponibles en raison de l'actualité, est reporté au Vendredi 9 Janvier 2009 ».